

# Supplément n° 1

## La Lettre de **SILVA**

Arbres, Forêts et Sociétés



Juin-Juillet 1987

# Réseau Arbres Tropicaux

## Le mot du **PRESIDENT**

### Sommaire

Le Mot, du Président	1
Nouvelles du Réseau	2
Les actions forestières dans la lutte contre la désertification (2ème partie)	4
L'arbre du mois: Le <i>Faidherbia Albida</i>	8
L'écho des tropiques	10
Infos diverses	11

Ce supplément est destiné aux membres du Réseau Arbres Tropicaux. Il a été publié à l'initiative du ministère de la Coopération.

L'opinion publique mondiale s'inquiète à juste titre, quoique pas toujours avec discernement, de la disparition de couvert des arbres (isolés ou en groupes) dans le monde. Toutefois, elle ne fait pas toujours de façon claire la distinction entre ce qui se passe au Sud de notre monde (à savoir en général dans les pays pauvres, dits en développement), et ce qui se passe au Nord (à savoir en général, dans les pays actuellement riches) : chez ceux-ci, la forêt a tendance à gagner du terrain, chez ceux-là, au contraire, elle en perd en raison surtout des défrichements pour l'agriculture, ou des coupes abusives pour le bois de feu.

Ceux qui se sont penchés sur l'histoire forestière de notre pays, la France, savent que depuis le début de notre ère, il a connu en gros, trois périodes d'augmentation de la surface forestière, et trois périodes de recul de la forêt. Ils savent aussi que, il n'y a pas tellement longtemps, la France

était elle-même "sous-développée".

A notre époque, la friche suivie de la brousaille et de la forêt, envahit l'Europe et les USA, alors que le phénomène inverse se produit dans les pays tropicaux en particulier ceux de la zone sèche.

L'histoire forestière pourrait donc, avec les précautions et adaptations qui s'imposent, nous éclairer quant aux problèmes forestiers auxquels sont confrontés les pays tropicaux. Vaste thème de réflexion, que le présent bulletin conduira probablement.

Une analogie qui justifie la création de notre Réseau, lequel devrait permettre à tous ceux qui au Nord et au Sud, se préoccupent des problèmes évoqués ci-dessus, de confronter leurs expériences et réflexions ... et de travailler ensemble sur le terrain, au contact de la réalité.

Louis HUGUET

□

# Nouvelles du Réseau

## *"Arbres Tropicaux"*

### LE PRESIDENT DU RESEAU

Le Ministère de la Coopération a désigné M. Louis HUGUET comme Président du Réseau "Arbres Tropicaux". Louis Huguet est Ingénieur Général du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, en retraite après avoir consacré l'essentiel de sa carrière au développement des forêts tropicales.

Né le 17 juin 1920, Louis Huguet après ses études à l'Agro, l'École Forestière de Nancy, et le cours de sylviculture tropicales de l'ESAT de 1942 à 1947, fut affecté en mai 1947 aux Antilles comme chef du service forestier.

De 1951 à 1960, il fut expert de la FAO au Mexique, en qualité de conseiller auprès du service forestier et de la banque d'investissement mexicains, intervenant sur de nombreux dossiers de développement, de la gestion de forêts et des industries forestières.

En avril 1960, il rejoignait la France comme adjoint au chef de l'Inventaire Forestier National alors en démarrage. Puis de septembre 1963 à décembre 1965, il était détaché au siège de la FAO à Rome, comme chargé de la supervision de projets de terrains.

Rappelé en France au moment de la création de l'ONF, il était nommé DRONF pour le Languedoc et le Roussillon. Puis en septembre 1969, il est retourné à Rome pour occuper successivement le poste de Directeur du Service des Opérations du Département des forêts de la FAO, et en 1977, le poste de Directeur de la Division des Ressources Forestières de ce même département.

Enfin, il a terminé sa carrière en prenant la direction générale du CTFT, de mai

1980 à mai 1984. Depuis cette date, M. Huguet reste un actif consultant indépendant pour le compte de diverses agences internationales.

Il faut aussi mentionner que Louis Huguet fut tant à la FAO qu'en France, à son poste de Directeur Général du CTFT, un actif militant de la création de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux.

Nul doute que cette carrière prestigieuse reflète les qualités professionnelles exceptionnelles de cet homme passionné par son métier que le Réseau "Arbres Tropicaux" est fier d'avoir comme Président.

## LE COMITE TECHNIQUE :

Vingt membres ont été invités à faire partie du Comité Technique du Réseau "Arbres Tropicaux" :

. 4 ministères (coopération, Agriculture, Recherche, Environnement).

. 6 instituts de recherche : CTFT-CIRAD, DSA-CIRAD, ORSTOM, AFOCEL, INRA, Muséum Histoire Naturelle.

. 1 agence gouvernementale : AFME.

. 6 ONG : AFVP, Amis de la Terre, CCFD, ABF, Terre des Hommes, CLONG Volontariat.

. 1 organisme d'intervention : IRAM.

Le Réseau est prêt à intégrer d'autres partenaires techniques qui doivent se faire connaître et être agréés par le ministère de la Coopération.

Ce Comité technique a tenu sa première réunion le 9 avril 1987. Dans son introduction, le Président Louis Huguet a exprimé sa conviction que le Réseau "Arbres Tropicaux", peut jouer un rôle utile : "Les bonnes volontés et les compétences ne manquent pas, mais travaillent souvent isolément et sans s'inspirer des réussites et des échecs des uns et des autres. Cela engendre parfois des conflits et de nouveaux échecs. L'importance du travail ensemble est primordiale. Il est important également, d'associer au Réseau les projets sur le terrain".

Le représentant du ministère de la Coopération, M. Jean CLEMENT a précisé que le ministère de la Coopération a institué ces types de réseaux pour "fédérer" les techniciens français et les techniciens africains :

A ce jour, quatre réseaux fonctionnent dans le secteur du développement rural :

- Stratégies alimentaires,
- Recherche et Développement,
- Transformation des Produits Agricoles,
- Arbres Tropicaux.

Ces réseaux doivent évoluer au fur et à mesure de leur fonctionnement, il ne s'agit pas d'utiliser des structures rigides mais, au contraire, de répondre avec souplesse, aux besoins au fur et à mesure qu'ils s'exprimeront.

Le Comité Technique a entendu un rapport de l'Association SILVA sur la réalisation du bulletin de lancement n° 0. Celui-ci a été tiré en 1 500 exemplaires, et 1 100 exemplaires ont été diffusés (600 en Afrique et 500 en France).

Des exemplaires supplémentaires sont disponibles au siège de l'Association SILVA. Une information sur le Réseau a été donnée à l'occasion du SICAD (Salon International de la Coopération et de l'Aide au Développement) qui s'est tenu à Paris, porte de Versailles du 20 au 25 mai 1987.

Le Secrétariat Technique  
Association SILVA □

## Abonnement

NOM: \_\_\_\_\_

Profession: \_\_\_\_\_

Rue, n°, boîte postale: \_\_\_\_\_

Localité: \_\_\_\_\_

Code postal et bureau distributeur: \_\_\_\_\_

PAYS: \_\_\_\_\_

*Je m'abonne au Réseau Arbres Tropicaux.*

*Tarif: France 50 FF - Europe 70 FF - Afrique 2500 F CFA.*

Secrétariat du Réseau Arbres Tropicaux - Association SILVA  
45 bis, av. de la Belle Gabrielle 94130 Nogent/Seine (1) 48.73.58.46.

# Les actions forestières dans la lutte contre la désertification (2<sup>e</sup> partie)

## LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION : STRATEGIE ET PRINCIPES D'ACTION

### Premier bilan des techniques de conservation du milieu

De grands programmes de conservation du milieu ont été menés dans le monde entier depuis de nombreuses années. Au Sahél, par contre, il ne semble pas que des programmes très significatifs aient été lancés comparable à ce qui a pu être entrepris en Afrique du Nord, en Asie, en Afrique de l'Est et à Madagascar.

Si de nombreuses actions dispersées et ponctuelles ont eu lieu dans le passé, elles n'ont laissé que peu

de traces et il y aurait lieu d'en faire l'évaluation a posteriori afin d'en retirer des éléments pour les stratégies à l'avenir.

Depuis 20 ans, la seule réponse à la désertification a été le reboisement. Mais cette réponse a eu des effets médiocres ou insuffisants compte tenu du problème posé. Les plantations artificielles ne représentent que quelques milliers d'hectares par an, alors qu'il faudrait reboiser 200 000 à 300 000 hectares chaque année. Les efforts actuels n'ont aucune influence mesurable sur le problème. De plus, les résultats techniques de ces boisements restent très inférieurs à ce qui était espéré ceci étant en grande partie due à la baisse générale de la pluviométrie mais aussi à l'insuf-

fisante productivité du matériel végétal utilisé.

Les actions dans le domaine de l'élevage qui ont été orientées essentiellement autour de l'approvisionnement en eau, et des campagnes de santé animale ne se sont pas suffisamment penchées sur la gestion des pâturages et sur l'exploitation rationnelle du milieu.

Ces quelques résultats montrent que des approches assez techniques, quelquefois fruits d'une mode ou d'un engouement passager, ont non seulement un impact négligeable sur la dégradation du milieu et sur l'approvisionnement en ressources renouvelables (bois, fourrages), mais ont aussi de nombreuses limites techniques qui ne leur permettent pas d'être étendues significativement :



rentabilité insuffisante, échecs techniques dans la production de bois,... Enfin, leur intégration dans le milieu socio-culturel a été négligeable : on voit aujourd'hui les reliques (clôtures abandonnées...) de ces investissements qui ont peu été pensés en fonction des populations locales.

**Elevage, forêt, agriculture : des combinaisons différentes selon les milieux**

Si l'on cherche à proposer une stratégie différente, basée sur une plus grande maîtrise de l'aménagement de l'espace par les populations elles-mêmes, il est important de rappeler que les espaces ruraux sahéliens ont des logiques et des dynamiques très différentes selon les régions, les coutumes, les milieux. Tout programme de lutte contre la désertification devra ainsi être élaboré et adapté pour chaque agro-système sahélien.

*Le système agri-sylvicole* repose sur l'agriculture associée avec des arbres et des arbustes. Ces derniers sont exploités systématiquement pour tous les usages domestiques (énergie, aliments, fourrages, habitat, santé). Les petits ruminants jouent un rôle important. Dans ce système, l'arbre est un élément déterminant dans les champs, il participe à la lutte contre l'érosion et contribue à la fertilité des sols. Il est utilisé pour réguler la production agricole, en apportant un complément alimentaire en période de déficit et en étant un élément essentiel de l'agro-climatologie locale.



Dessin extrait de "pour une pédagogie de l'autopromotion"

*Le système agro-sylvopastoral* repose sur une association plus complexe de l'agriculture, des arbres et arbustes, et des activités d'élevage. Les arbres fourragers (légumineuses, notamment) sont sélectionnés par les producteurs dans ce système pour compléter l'alimentation animale. La gestion de la fertilité utilise diverses techniques telles le parçage des animaux, la conduite maîtrisée des troupeaux en liaison avec le cycle des cultures, et la récupération des déjections animales pour améliorer les sols. D'autres arbres sont sélectionnés pour une exploitation commerciale (beurre de karité, gomme arabique...) complétant les revenus monétaires des familles.

*Le système sylvopastoral* consiste en une grande variété de système propres à chaque ethnie de pasteurs

nomades ou semi-nomades qui se déplacent en fonction des saisons et des pluies pour rechercher les territoires pastoraux pouvant accueillir le bétail. Les arbres dans ce cadre sont, en saison sèche, la source principale d'aliments en fournissant certains éléments essentiels (protéines, vitamines) et en complétant le fourrage insuffisant des herbes desséchées.

Ce schéma rapide nous montre la complexité des problèmes socio-économiques du Sahel. Il doit nous conduire à réfléchir les actions forestières en fonction de l'utilisation actuelle et future de l'arbre et l'arbuste par les acteurs du développement et à identifier les projets en conséquence.

**Agir avec les producteurs : quels projets, quelles méthodes**

Deux voies ont été

utilisées jusqu'à aujourd'hui

- le reboisement industriel pour l'approvisionnement urbain,

- le reboisement villageois.

Le reboisement industriel urbain apparaissait comme pouvant être une solution à l'approvisionnement en bois d'oeuvre et bois de chauffe ou charbon de bois pour les villes. Un certain nombre de programmes sont encore en cours, utilisant des techniques perfectionnées mais ils nécessitent des investissements importants et sont conditionnés par des spécifications techniques : irrigation, terres de bonne qualité, impossibles à généraliser à toutes les situations.

Les reboisements villageois constituent l'essentiel des programmes en cours. Pourtant ces programmes qui sont souvent imposés à une population n'ont pas permis d'appropriation individuelle des arbres plantés et sont généralement abandonnés par les communautés concer-

nées dès que l'encadrement du projet disparaît. L'échec est global.

Les voies nouvelles cherchent aujourd'hui à rapprocher ce qui paraît inconciliable, à savoir une approche qui prenne d'abord en compte la capacité des producteurs ruraux d'intégrer l'arbre et les boisements dans la maîtrise de leur espace villageois et de leur exploitation agricole, et une volonté de conduire des programmes suffisamment importants pour qu'ils aient un impact sur la dégradation du milieu.

Un certain nombre d'expériences sont menées qui cherchent à replacer l'arbre au coeur des systèmes de production et à considérer que tous les programmes de développement rural de la zone devraient promouvoir l'amélioration de l'utilisation des productions ligneuses dans la gestion des terroirs.

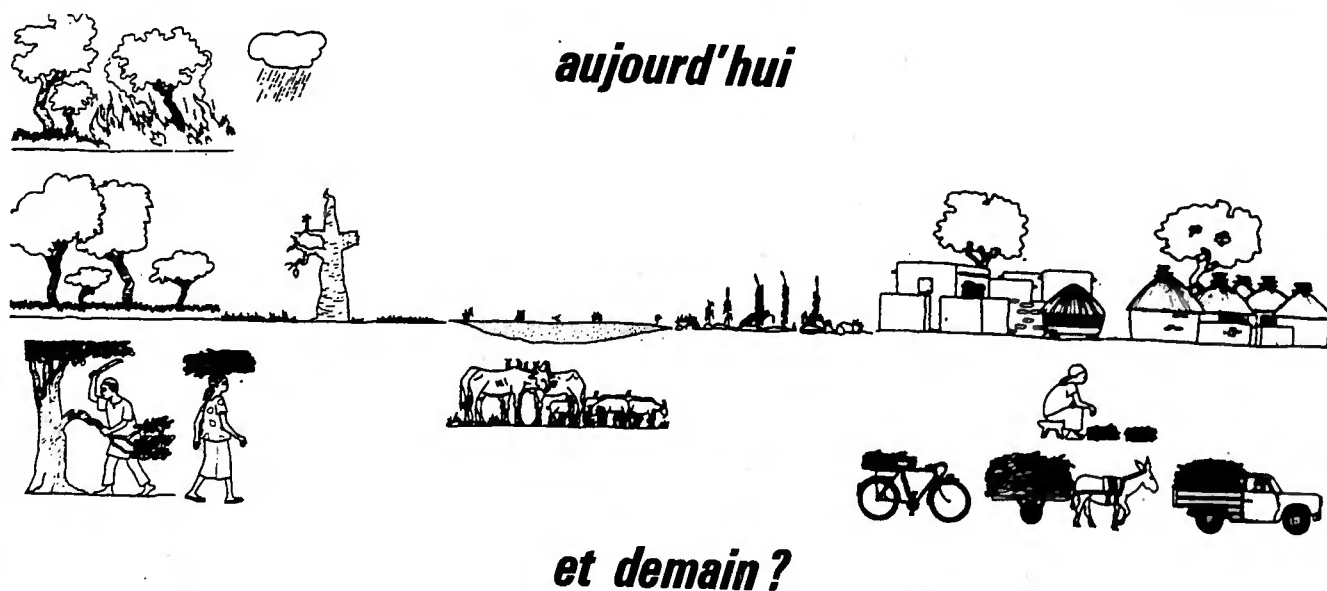
A la lumière de ces analyses, tant globales que

sectorielles, nous débouchons sur une certaine approche des opérations de développement à programmer qui peut être définie comme étant la suivante :

Dans le cadre d'une "lutte contre la désertification" on ne peut s'affranchir du contexte socio-économique de l'environnement de ces opérations. Les inter-actions entre écosystèmes agricoles et sylvopastoraux sont multiples, nécessaires et complémentaires. Loin de les refuser, il convient de les organiser.

Ainsi, au niveau du terrain, les actions auparavant ponctuelles qui étaient définies le plus souvent en termes de techniques, devront l'être en termes d'aménagement global multisectoriel, intégrées dans des unités géographiques et humaines de base, afin d'approcher un équilibre écolo-socio-économique stable.

Cette approche doit figurer elle-même dans une stratégie d'ensemble qui



Affiche diffusée par le gouvernement du BURKINA FASO.



doit permettre progressivement mais systématiquement de couvrir la totalité des terroirs.

La prise en charge par les paysans de cette lutte ne pourra être effectuée qu'à travers une émanation des organisations de base des populations qui discutera et décidera des objectifs à atteindre et demandera des appuis techniques aux agents de l'Etat et des financements d'équipement.

L'animation et des appuis techniques qui en découleront, devront bien entendu être réalisés par des techniciens compétents, disponibles et modestes. Ceci implique une politique de formation et de recyclage adéquate intensive, suivie d'une politique d'affectation des agents adaptée, poursuivie par une politique d'équipement permettant à ces agents de fonctionner.

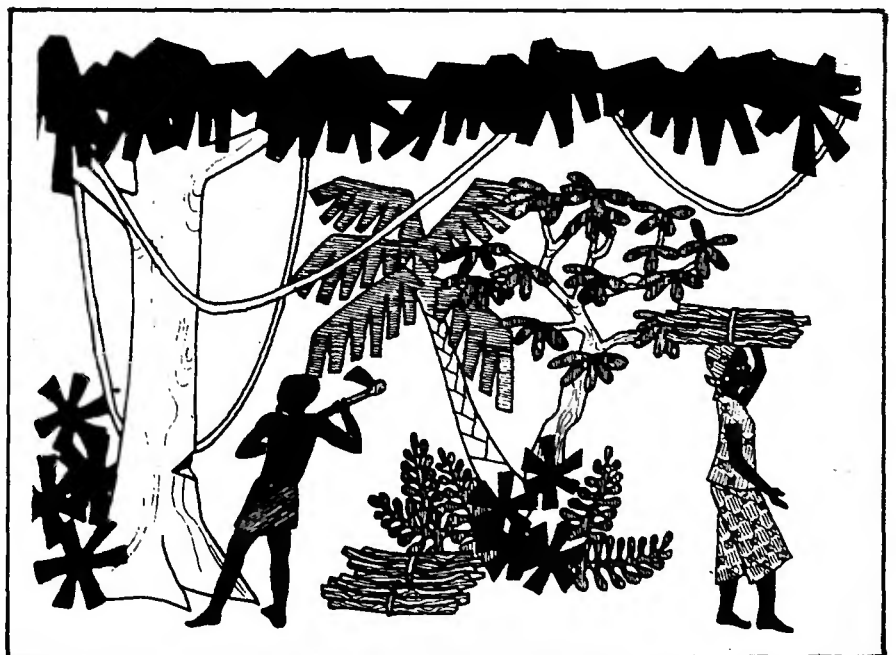
Si l'on ajoute à ce programme déjà très difficile, que tout ceci demande également une refonte ou une création des codes ruraux, pastoraux, forestiers, fonciers, qui de plus, devront être de par la diversité des situations, régionalisés, on voit que la lutte contre la désertification demandera la mobilisation coordonnée et rationalisée de toutes les énergies, et de toutes les imaginations, car de nouvelles formes contractuelles, associatives, coopératives ou corporatives devront être inventées, afin de soutenir ce mouvement.

Les programmes forestiers ne sauront ainsi être considérés comme réponse unique à la désertification. En effet, la lutte contre la désertification ne peut être conçue que comme un ensemble d'actions et de mesures touchant toutes les activités d'exploitation, humaine ou non, du milieu naturel. Un

programme de lutte contre la désertification doit envisager l'ensemble des mesures pouvant toucher les éléments de cet espace : agriculture, forêt, élevage, ressources écologiques. Ce document, qui met en valeur les actions forestières ne présente donc qu'un des aspects de la question. Les programmes "forestiers" évoqués devront être entendus comme complémentaires d'actions plus larges touchant les espaces ruraux dans leur ensemble.

Olivier HAMEL  
C.T.F.T./C.I.R.A.D.  
Jean CLEMENT  
Ministère de la coopération

La dernière partie de cet article paraîtra dans le numéro 2 du Réseau Arbres Tropicaux □



Dessins extraits de "pour une pédagogie de l'autopromotion"

## Le Faidherbia Albida

Rappelons les noms de cette espèce :

- Haraz : en arabe
- Gao : en Djerma, Haoussa
- Kad : en Ouolof
- Balanzan : en Bambara
- Zaanga : en Moré
- Tchaiki : en Peul etc ...

Le FAIDHERBIA ALBIDA peut atteindre quinze à vingt mètres de hauteur et un mètre de diamètre. C'est une espèce surtout soudanienne mais il remonte en zone sahélienne le long des cours d'eau. Son optimum écologique se trouve sur les sols sableux profonds (ou alluvionnaires) avec des précipitations de cinq cents à huit cent millimètres. C'est une plante qui rejette beaucoup d'eau par évaporation et qui a besoin d'un terrain humide, ou sur sol sec, d'une nappe phréatique où elle pourra s'alimenter par son pivot qui peut descendre profondément (jusqu'à quarante mètres).

Le FAIDHERBIA ALBIDA présente la particularité d'avoir ses feuilles en saison sèche, ce qui permet d'alimenter le bétail (feuilles et gousses), et de les perdre en saison des pluies, ne gênant pas ainsi, les cultures.

Ses mérites étaient reconnus de longue date par certaines populations africaines qui en ont favorisé la dissémination dans les champs, constituant ainsi, des "parcs à Gao".

Aujourd'hui, la recherche a permis de mieux connaître ses nombreuses qualités :

- influences favorables sur le micro-climat ;
- amélioration des qualités physiques, chimiques et organiques du sol (= fertilité) ;
- pour le bétail, apport important de nourriture de qualité (feuilles et fruits), qui constitue un complément idéal au fourrage graminéen (à raison de cent à cent cinquante kg de gousses par arbre, une quinzaine de pieds à l'hectare, permettent d'assurer le complément indispensable en protéine pour un boeuf ;
- de plus, son bois a de nombreux usages : bois de feu, charpente légère, menuiserie, objets artisanaux ;
- branches, écorces et racines ont aussi de nombreux usages traditionnels notamment en pharmacopée.

Il est donc important de développer l'extension des FAIDHERBIA ALBIDA, en l'associant aux cultures, ce qui augmente les rendements et favorise l'élevage.

Là où la régénération naturelle existe, il faut protéger le FAIDHERBIA, ce qui permet d'établir rapidement et à un moindre coût un état boisé diffus dans les champs de culture (paysage à parc).

Pour une régénération artificielle efficace les étapes

sont les suivantes :

1. Récolte des graines : effectuer la récolte par gaulage si possible et le plus tôt possible (janvier - avril) pour éviter les infestations de parasites. Après décorticage (pilon et vannage) trier les graines (dix à douze mille graines/kg) par immersion en éliminant celles qui flottent puis les faire sécher deux à cinq jours. Eventuellement, refaire un tri manuel. Si elles doivent être conservées, les traiter à l'insecticide.

2. Pépinière : avant semis les graines doivent être préparées. La méthode la plus simple est d'immerger les graines dans de l'eau bouillante et de les laisser macérer 24 heures avant de les semer. La germination est ainsi meilleure mais reste étalée dans le temps (un à deux mois). Les semis sont effectués directement en sachet polyéthylène étroit et haut (trente centimètres de haut, huit centimètres de diamètre = deux kg). On place trois graines par sachet, il ne sera laissé qu'une plantule par sachet après germination. Au bout de trois semaines, si la germination est insuffisante, il vaut mieux refaire un semis. Il faut arroser deux fois par jour et après germination, il faudra pratiquer des désherbages et sarclages régulièrement.





Photo E. FORNI - Coll. C.T.F.T.

3. Plantation : La plantation a lieu lorsque la saison des pluies est installée (sol humide sur cinquante centimètres) et, est effectuée en motte après avoir coupé le fond du pot et éliminé la gaine de polyéthylène. Les plants âgés de trois à quatre mois doivent mesurer de quinze à trente centimètres de hauteur (partie aérienne). En cas de recul de la date de mise en place, il faut réduire les apports d'eau en pépinière pour freiner le développement des racines.

L'écartement dans les champs étant d'environ dix mètres, il est possible au départ de placer les plants à quatre à cinq mètres, avant de les ramener à huit - dix mètres par éclaircie vers six à sept ans.

Dans les sols sableux légers, un trou de trente à quarante centimètres creusé à la bêche suffit pour la mise en place. Dans les sols à tendance argileuse un sous solage peut être bénéfique pour la repousse et la croissance du FAIDHERBIA ALBIDA, dont le

système racinaire se développera plus facilement et atteindra la nappe phréatique plus rapidement.

Tant que le pivot n'atteint pas la nappe, la croissance peut être lente et, il faut donc protéger les plants du feu, de la concurrence herbacée et du bétail. Dans ce but il est recommandé de :

- mettre un piquet près des plants pour les repérer,

- réaliser un pare feu de deux mètres de rayon autour de chaque plant, ce qui a, de plus, l'avantage de supprimer la concurrence herbacée,

- entourer les plants de branches épineuses (branches traitées à l'huile de vidange pour les préserver des termites).

Par la suite, il sera nécessaire de conduire les plants lorsqu'ils auront atteint un développement suffisant, c'est-à-dire, pratiquer des tailles de formation (de fourchage) et des élagages, afin d'obtenir des arbres bien conformes, sous lesquels il sera possible de cultiver aisément.

De manière générale, on peut retenir les ordres de grandeur suivants, pour la croissance en hauteur, au cours des premières années :

- conditions favorables à très favorables : 1 à 1,5 mètre,
- conditions moyennes : 0,50 à 0,70 mètre.

Quant à la régénération artificielle par semis direct, elle a été essayée depuis longtemps, mais elle ne s'est pas imposée, faute de résultats satisfaisants. Toutefois, de récents essais à Thienaba (Sénégal) semblent réussis. Il s'agit en fait, de semis de graines prégermées ou micro plantules possédant une radicale de cinq à dix millimètres de terre. On place trois à cinq graines par "assiette" située dans une cuvette pour mieux recueillir l'eau. Cette technique demande donc un certain tour de main ; de bonnes conditions de plantation (sol bien humecté, atmosphère non desséchante) et des entretiens soignés pour éliminer la concurrence herbacée.

On peut y associer aussi une technique ancienne, (facile et économique), qui consiste à faire séjourner sur le terrain à régénérer des ovins et des caprins, auxquels on fait consommer des gousses de FAIDHERBIA ALBIDA. Le transit intestinal assure la levée de la dormance et les graines sont répandues sur le terrain dans les excréments des animaux, véritables enrobages fertilisants et hydrotenteurs.

Malgré ses difficultés de croissance initiale (pendant trois à cinq ans) cette espèce a des qualités agronomiques évidentes et multiples et mérite de ce fait d'être bien soignée par les paysans qui pourront en tirer de nombreux avantages.

Tiré de "Faidherbia Albida". Monographie rédigée par le C.T.F.T. à paraître : 2ème semestre 1987. □

## GUINEE

Sous l'égide du "Plan d'Action des Forêts Tropicales" un ensemble d'aides bilatérales et multilatérales se sont associées pour aider le gouvernement guinéen à réaliser une revue complète du secteur forestier devant déboucher sur un plan d'action pour les vingt cinq prochaines années. Douze thèmes seront traités concernant tous les aspects du développement forestier depuis les problèmes du bois de feu jusqu'à la conservation des ressources naturelles en insistant sur les aspects législatifs, économiques et institutionnels.

Ce travail est exécuté par des équipes nationales interministérielles appuyées par des consultants spécialisés fournis par les bailleurs de fonds qui soutiennent l'opération. L'ensemble des équipes est coordonné par la France en la personne de l'Ingénieur Général Joanny GUILLARD. Les études commencées début 1987 se termineront en janvier 1988 par une présentation des résultats de la mission au gouvernement. Cinq pays tropicaux seulement ont fait l'objet à ce jour de telles missions qui sont programmées dans une vingtaine d'autres pays.

## NIAMEY

Une réunion des conseillers techniques français en poste dans plusieurs pays sahéliens et soudaniens auprès de directeurs nationaux ou de Ministres des Forêts a eu lieu à Niamey début avril 1987. Cette réunion dont le thème était la "place de l'arbre dans la lutte contre la désertification" a donné lieu à un compte rendu qui est disponible auprès du secrétariat du réseau "ARBRES TROPICAUX "

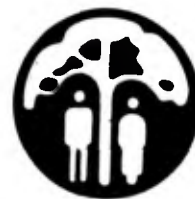
## DJIBOUTI

La ville de Djibouti sera vraisemblablement le siège du projet FAO de coordination du programme "Matériel ligneux pour les zones sèches d'Afrique" qui concerne dix huit pays situés au sud du Sahara, du Cap Vert à Djibouti. Le chef de ce projet sera financé par la France. Ce programme identifié et adopté au cours de deux réunions successives à Nairobi sous l'égide de l'IUFRO (Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières) a pour objectif, en créant un réseau associant tous les pays, d'accélérer les actions d'amélioration génétique des arbres adaptés aux zones sahéliennes et soudanaises d'Afrique. La création de centres nationaux de stockage et diffusion de graines forestières sélectionnées, la réalisation de plantations comparatives de provenance, la mise en oeuvre de techniques de multiplications végétatives d'arbres sélectionnés sont les actions principales de ce programme prévu sur dix ans.



## TOGO

Dans le cadre de l'Opération "Solidarité Forêts", les Amis de la Terre du Val de Bièvres lancent cet été un premier projet de reboisement dans le sud-ouest du Togo. Ce projet associera l'Ecole Supérieure Agronomique de Lomé, le CEG de Nyitoé près de Kpaliné et le collège de Bagneux. L'objectif essentiel de ce projet est, à travers une action modeste de reboisement, de sensibiliser les élèves français et togolais aux problèmes de l'arbre en Afrique et de les faire se connaître et se rencontrer. Quatre autres projets de ce type sont prévus dans le Centre et le Nord du Togo.



## COTE D'IVOIRE

Un séminaire sur l'avenir du secteur forestier en Côte d'Ivoire s'est tenu à Yamoussoukro du 7 au 9 mai 1987. Il comprenait des représentants de l'administration, des exploitants forestiers, des industriels et des organismes internationaux. Devant le bilan décevant des vingt six dernières années (destruction et démantèlement de 80 % de la superficie forestière, taux de reboisement inférieur à 0,5 % des surfaces défrichées) il a été décidé d'engager un nouveau programme d'actions concrétisé par une "charte de gestion des Eaux et Forêts". Ce programme a pour objectif de restaurer et maintenir le potentiel forestier. Le président Félix HOUPHOUET-BOIGNY a déclaré que la Côte d'Ivoire pouvait cesser ses exportations de bois d'oeuvre dès que les disponibilités financières le permettraient.

## MALI

A la suite de la deuxième conférence des bailleurs de fonds tenue à Bamako en décembre 1985, il a été décidé de mettre en place un dispositif de suivi de la mise en oeuvre du plan national de lutte contre la désertification. Une première réunion se tiendra à Bamako les 29 et 30 juin 1987 afin d'examiner les documents préparés par les services techniques maliens.





## SILVA

L'association SILVA, Arbres, Forêts et Sociétés, chargée du secrétariat technique du Réseau "ARBRES TROPICAUX", a été créée à Paris au mois d'octobre 1986.

L'objectif principal de l'Association SILVA est d'être un outil de communication et d'information afin d'appuyer toutes celles et tous ceux qui en France veulent intensifier l'action en faveur de la défense des arbres et des forêts par une promotion active de leurs rôles sociaux et économiques.

Cette action ne peut se limiter à la France compte tenu de la solidarité indispensable entre tous les peuples de la terre car les arbres et la forêt constituent un patrimoine commun et dans bien des régions les actions n'ont de sens et de chance de succès que si elles sont menées simultanément dans tous les pays.

Aussi, l'Association SILVA veut-elle contribuer au développement d'une capacité de rayonnement international sur le thème de l'arbre et de la forêt dans leurs relations avec le développement des sociétés humaines.

L'association SILVA n'a nullement l'intention de se substituer aux administrations responsables, aux bureaux d'études, aux instituts et laboratoires de recherche, aux associations personnelles et aux organisations non gouvernementales impliquées dans l'action en France ou dans le Tiers-Monde. Elle veut contribuer à une meilleure communication de leurs décisions, idées, résultats et actions, en vue de mieux les faire connaître en France et à l'étranger. Elle souhaite être un outil de promotion tant auprès des pouvoirs publics que des organismes et associations et de l'opinion.

Pour tous renseignements sur l'Association SILVA et ses activités, vous adresser :

Association SILVA, Arbres, Forêts et Sociétés, 45, Bis avenue de la Belle Gabrielle, 94130 Nogent sur Marne, Téléphone : 48.73.58.46.

## FILMS ET AUDIOVISUEL

Le W.W.F. propose :

- "The Third Decade" film couleur en 16 mm ou vidéocassette 3/4 qui concerne l'importance des approches globales en matière de conservation naturelle.

- "Forêts méconnues" diaporama de 15 minutes qui donne un aperçu des problèmes forestiers tropicaux.

- "Racines de la vie" diaporama de 15 minutes qui explique la contribution fondamentale des plantes à la qualité de la vie humaine.

## LOGICIELS INFORMATIQUES

IBM a produit un "Guide de Software" pour les pays en développement. Ce guide de 96 pages décrit 24 logiciels. Pour davantage d'informations écrire à :

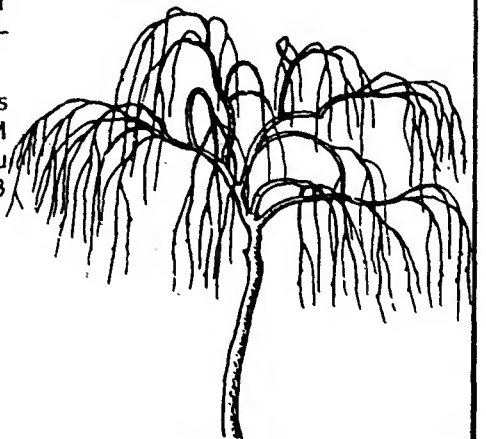
Direction des communications et programmes extérieurs, IBM zone sud, 190 avenue du Général de Gaulle, 92523 Neuilly sur Seine, France.

## SOLIDARITE FORET

Le 10 décembre, par une conférence de presse, les Amis de la Terre ont lancé officiellement l'opération SOLIDARITE FORET. Relayé par une émission sur France Culture, samedi, 3 décembre, et par une autre sur France Inter le 6 janvier, l'appel commence à être entendu. Vous devez répondre plus nombreux encore.

Le principe de l'opération est simple : des associations africaines, américaines, asiatiques ou françaises proposent des projets de reforestation, d'études des écosystèmes tropicaux, de greniers de graines, de pépinières ... Les Amis de la Terre se font le relais de ces demandes de subventions en les rassemblant dans une BOURSE DE PROJETS, qu'ils peuvent vous faire connaître. A votre tour, par l'intermédiaire d'une association, d'un groupe de citoyens, d'une école, de votre conseil municipal, vous pouvez trouver des financements et aider à la réalisation de ces projets. Pour tous renseignements : D. MARTIN - LES AMIS

DE LA TERRE -15 rue Gambey, 75011 Paris, tél. 47.00.05.05



## BANQUE DE DONNEES SUR LES ESPECES D'ARBRES

Une banque de donnée sur les espèces d'arbres tropicaux et subtropicaux, a été réalisée par le département de Sylviculture de l'université de Wagenigen.

L'objectif de cette banque de donnée est de renseigner les utilisateurs pour un premier choix d'espèces utilisables selon certaines conditions éco-climatiques pour un certain usage. Des informations sont données sur les ouvrages dans lesquels il est possible d'obtenir des informations complémentaires.

Pour chacune des 400 espèces actuellement incluses des informations sont données sur la taxonomie, les noms vernaculaires, le climat, le sol, les usages et les caractéristiques sylvicoles. Pour davantage de renseignements contacter : Département de Sylviculture

P O BOX 342

6700 AH Wagenigen

PAYS-BAS

## CENTRE DE GRAINES FORESTIERES

Les principaux fournisseurs potentiels de graines d'arbres tropicaux sont les suivants :

Département of conservation Forest, and lands.

Three Seed Centre  
Division of Forest Research  
CSIRO  
P.O.Box 4008  
Victoria Terrace  
A.C.T. 2600  
Australia  
Téléphone : (062) 818203  
Telex : 62751

Danida Forest Seed Centre  
Krogerupvej 3A  
3050 Humlebaek  
Denmark  
Téléphone : 02-19-0500  
Telex : 16600 Fotex DK

Centre Technique Forestier  
Tropical  
Laboratoire de Graines  
45 bis Avenue de la Belle  
Gabrielle  
94130 Nogent sur Marne  
France  
Téléphone : (1) 873-32-95  
Teleqx : CETEFO 211085 F

Commonwealth Forestry  
Institute  
South Parks Road  
Oxford  
OX4 1EP, England  
Téléphone : (0865) 511431  
Telex : 83147 VIAOR G

Seed Export  
Apartado Postal 543  
Guatemala City  
Guatemala  
Téléphone : 536491  
Telex : 6127 FKP COGU

Tamil Nadu Forest Department  
Forest Genetic Division  
Bharathi Park Road  
Coimbatore - 43  
Madras, India

Kenya Forestry Seed Centre  
KARI  
P.O.Box 74  
Kikuyu  
Kenya

SETROP Limited  
P.O.Box 203  
1400 AE Bussum  
Netherlands  
Téléphone : 2152 58754  
Telex : 73255 SETRO

NIFTAL Project  
University of Hawaii  
P.O.Box O  
Paia, Maui  
Hawaii, U.S.A. 96779  
Téléphone : (808) 579-9568  
Telex : 7430315

Canadian Forestry Service  
Petawawa National Forestry  
Institute  
Chalk River  
Ontario, Canada  
Téléphone : (613) 589-2880  
Telex : (053) 34557

Instituto Forestal (INFOR)  
Huerfanos 554  
Casilla 3085  
Santiago, Chile  
Téléphone : 396189  
Latin American Forest Tree  
Seed Bank  
CATIE  
Turrialba, Costa Rica  
Téléphone : 56-6021  
Telex 8005

---

Supplément à la "Lettre de  
SILVA" n° 1

Directeur de publication :  
Patricia SCLAVENTIS  
Imprimeur : SUPERPRINT,  
33 quai de la Prévalaye  
35000 RENNES

ISSN : 0985-0627

Ont participé à la réalisation  
de ce numéro : Jean  
CLEMENT, Olivier HAMEL,  
Louis HUGUET, Emmanuel  
SUTTER (C. T. F. T.)

---